



CANADA

Débats du Sénat

3^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE • VOLUME 147 • NUMÉRO 34

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

Le recrutement de professeurs d'université

Question de

l'honorable Claudette Tardif

Le jeudi 3 juin 2010

LE SÉNAT

Le jeudi 3 juin 2010

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

LE RECRUTEMENT DE PROFESSEURS D'UNIVERSITÉ

L'honorable Claudette Tardif (leader adjoint de l'opposition) : Madame le leader du gouvernement, le gouvernement canadien s'est récemment engagé à dépenser 190 millions de dollars en subventions afin d'attirer au Canada 19 scientifiques étrangers mondialement reconnus.

Le Canada a peut-être réussi à attirer 19 scientifiques de première classe, mais il est difficile d'envisager qu'il puisse les retenir à long terme alors que les laboratoires ferment. Des professeurs et chercheurs sont renvoyés et la taille des classes dans les universités augmente de part et d'autres du pays.

Madame le leader du gouvernement au Sénat peut-elle nous indiquer comment le gouvernement s'assurera que cette initiative soit fructueuse pour la communauté scientifique canadienne dans son ensemble et sous toutes ses formes?

[Traduction]

L'honorable Marjory LeBreton (leader du gouvernement) : Honorables sénateurs, il ne faut pas jouer les prophètes de malheur. Je me demandais si j'allais finalement avoir une question sur ce sujet. Les sénateurs se rappellent que, il y a un an et demi ou deux ans, on nous a accusés d'être réactionnaires à l'égard des sciences — que nous ne faisons rien pour attirer les scientifiques, qu'il y avait un exode des cerveaux et que le Canada se retrouverait dépourvu de scientifiques.

Comme les sénateurs le savent déjà, le Canada compte 19 chaires d'excellence en recherche. Sur un total de 130 propositions de 41 universités, 40 ont été sélectionnées.

Madame le sénateur a fait mention des femmes. Aucune femme ne figurait au nombre des candidats proposés. Le ministre Clement et le premier ministre ont immédiatement constaté cette lacune et un groupe spécial de femmes universitaires a été mis sur pied et chargé de trouver pourquoi les universités n'avaient proposé la candidature d'aucune femme. Le groupe spécial a recommandé certains changements pour favoriser des résultats sexospécifiques plus satisfaisants.

Pour ce qui est du scénario sur la façon de garder ces scientifiques au Canada, madame le sénateur sait que le gouvernement a dépensé des sommes considérables. Le programme des chaires d'excellence en recherche du Canada a suscité de nombreux éloges à l'échelle mondiale. Les universités ont attiré des scientifiques. Pour la première fois, le Canada aura des scientifiques de calibre mondial dans de nombreux domaines. Le programme des CERC, qui vient tout juste d'être annoncé, a suscité de nombreuses louanges. Nous

devrions au moins laisser le programme commencer avant de nous inquiéter de savoir si les scientifiques pourront rester au Canada.

Le sénateur Tardif : Honorables sénateurs, j'ai entendu le sénateur Tkachuk dire quelles universités aller subir des coupes de subventions. L'Université de l'Alberta, où j'ai été formée, a recruté quatre de ces chaires d'excellence en recherche et elle affiche un très bon rendement, mais elle a récemment dû faire des compressions de personnel et elle a demandé à ses employés d'accepter des réductions salariales pour éponger son déficit. Le directeur exécutif de l'Association canadienne des professeurs et des professeurs d'université a fait des observations lors de l'annonce des subventions consenties; il estime qu'il s'agit d'une approche fragmentée, qu'on recrute des sommités mais que, du même coup, on supprime des cours et qu'on ferme des laboratoires.

Que fait-on pour s'assurer que nos chercheurs de tous les niveaux, particulièrement les femmes, sont encouragés et que fait le gouvernement pour amenuiser ces iniquités?

Le sénateur LeBreton : Honorables sénateurs, ce n'est pas au gouvernement qu'il revient de dicter aux universités la façon dont elles doivent gérer leurs affaires. A moins que je ne me trompe, l'Université de l'Alberta est dirigée par une femme.

Je n'ai cessé de répéter ce qui suit à madame le sénateur, mais elle refusait de me croire avant d'en avoir la preuve. Afin qu'elle comprenne, je vais répéter encore une fois que nous avons reconnu l'importance de la science et de la technologie il y a trois ans lorsque nous avons annoncé la Stratégie nationale des sciences et de la technologie en la dotant d'un investissement sans précédent dans les sciences et la technologie. Aucun autre gouvernement n'en avait fait autant. Aucun pays du G7, y compris les États-Unis, ne supporte autant que le Canada la recherche universitaire fondamentale axée sur la découverte.

Le gouvernement est déterminé à former, attirer et retenir les meilleurs chercheurs au monde. En plus de toutes nos autres initiatives dans le domaine, nous avons créé le Programme des bourses d'études supérieures Vanier et le Programme des chaires d'excellence en recherche du Canada. Nous avons investi davantage dans le Programme de bourses d'études supérieures du Canada, davantage dans le Programme de stage en recherche-développement industrielle, davantage dans la Fondation canadienne pour l'innovation et davantage dans les conseils subventionnaires fédéraux.

En ce qui concerne le cas soulevé par madame le sénateur au sujet de l'Université de l'Alberta, sa province, je savais que l'université avait réussi à attirer un certain nombre de ces chaires de recherche. Cependant, ce n'est pas au gouvernement et encore moins à moi qu'il revient de remettre en question la façon dont une université décide de gérer les programmes et les subventions à l'interne.